



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de justice et police DFJP

Secrétariat d'Etat aux migrations SEM
Section Analyses

Public

Berne-Wabern, 16.04.2019

Focus Afghanistan

Situation des hindous et des sikhs

Haftungs- und Nutzungshinweis zu Quellen und Informationen

Die Länderanalyse des Staatssekretariats für Migration (SEM) hat den vorliegenden Bericht gemäss den gemeinsamen [EU-Leitlinien](#) für die Bearbeitung von Informationen über Herkunftsländer und auf der Grundlage sorgfältig ausgewählter Informationsquellen erstellt. Die zur Verfügung stehenden Informationen hat sie mit grösster Sorgfalt recherchiert, evaluiert und bearbeitet. Alle verwendeten Quellen sind referenziert. Dessen ungeachtet erhebt dieses Dokument keinen Anspruch auf Vollständigkeit. Es erlaubt auch keine abschliessende Bewertung darüber, ob ein individueller Antrag auf einen bestimmten Flüchtlingsstatus oder auf Asyl berechtigt ist. Wenn ein bestimmtes Ereignis, eine bestimmte Person oder Organisation in diesem Bericht keine Erwähnung findet, bedeutet dies nicht, dass ein solches Ereignis nicht stattgefunden hat oder dass die betreffende Person oder Organisation nicht existieren. Die Inhalte sind unabhängig verfasst und können nicht als offizielle Stellungnahme der Schweiz oder ihrer Behörden gewertet werden.

Clauses sur les sources, les informations et leur utilisation

L'Analyse Pays du Secrétariat d'Etat aux Migrations (SEM) a élaboré le présent « Focus » dans le respect des [Lignes directrices de l'UE](#) en matière de traitement et de transmission d'informations sur les pays d'origine. L'Analyse Pays a recherché, évalué et traité toutes les informations figurant dans ce document avec la plus grande vigilance. Toutes les sources d'informations utilisées sont dûment référencées. Cependant, ce document ne prétend pas à l'exhaustivité. Si le rapport ne mentionne pas un événement, une personne ou une organisation déterminé(e), cela ne signifie pas forcément que l'événement n'a pas eu lieu ou que la personne ou l'organisation n'existe pas. L'Analyse Pays a produit ce document de manière indépendante et son contenu ne doit pas être considéré comme une prise de position officielle de la Suisse ou de ses autorités. Il n'est pas davantage concluant pour décider du bien-fondé d'une demande de statut de réfugié ou d'une demande d'asile particulière.

Reservation on information, its use, and on sources

This report, written by Country Analysis of State Secretariat for Migration (SEM), is in line with [the EU-Guidelines](#) for processing Country of Origin Information. The report draws on carefully selected sources; they are referenced in the report. Information has been researched, analyzed, and edited respecting best practices. However, the authors make no claim to be exhaustive. No conclusions may be deduced from the report on the merits of any claim to the well-foundedness of a request for refugee status or asylum. The fact that some occurrence, person, or organization may not have been mentioned in the report does not imply that such occurrence is considered as not having happened or a person or organization does not exist. This report is the result of independent research and editing. The views and statements expressed in this report do not necessarily represent any consensus of beliefs held by the Swiss government or its agencies.

Fragen/Kommentare, questions / commentaires, questions/comments:

coi@sem.admin.ch

Table des matières

Sujet.....	4
Synthèse.....	4
Main findings.....	4
1. Sources.....	5
2. Aperçu historique.....	6
3. Situation actuelle.....	7
3.1. Distinction entre sikhs et hindous afghans.....	7
3.2. Effectif	7
3.3. Répartition géographique	8
4. Droits.....	10
4.1. Droits constitutionnels	10
4.2. Protection pénale	11
4.3. Représentation politique.....	11
4.3.1. Représentation communautaire.....	12
4.4. Droits de propriété et accès à la justice	12
5. Attitudes des autorités et du public.....	13
5.1. Attitude du régime taliban de 1996 à 2001	13
5.2. Attitude de l'exécutif afghan de 2001 à 2014	14
5.3. Attitude de l'exécutif afghan depuis 2014	14
5.4. Comportements actuels du public	15
5.5. Attitude du public envers les femmes sikhes	16
5.6. Conversions à l'islam	17
5.7. Accès à l'éducation	17
5.8. Accès aux emplois publics et privés	18
6. Attitude des groupes armés non-étatiques	19
6.1. Attitude actuelle des talibans.....	19
6.2. Attitude actuelle de État islamique au Khorasan.....	20

Sujet

Ce rapport répond aux questions suivantes:

- Qui sont les hindous et les sikhs afghans, combien sont-ils et où vivent-ils ?
- De quels droits les hindous et sikhs afghans disposent-ils en Afghanistan ?
- Quelle a été et quelle est l'attitude des autorités à leur égard ?
- Quelle est l'attitude actuelle des groupes armés non-étatiques à leur égard ?

Synthèse

Les communautés hindoue et sikhe ont probablement compté en Afghanistan plus d'une centaine de milliers de personnes dans les années 1970 et 1980. Depuis la guerre civile de 1992 à 1996, leur effectif a baissé à environ 2000 personnes actuellement.

Depuis son entrée en vigueur en 2004, la constitution reste ambiguë sur les minorités non-musulmanes, dont font partie les hindous et les sikhs. Ils disposent bien d'une représentation politique, avec un député et un sénateur au parlement. Ils peuvent observer leurs rites religieux, mais pas en public, où ils font face à des réactions hostiles de certains résidents, notamment lors de leurs cérémonies de crémation à Kaboul. Comme bien d'autres Afghans, ils peinent à être rétablis dans les droits de propriété qu'ils ont perdus pendant la guerre civile de 1992 à 1996.

Depuis 2001, la présidence s'est montrée bienveillante à leur endroit. Mais elle n'a pas donné suite à ses engagements, notamment pour leurs droits de propriété.

L'attitude des musulmans vis-à-vis de ces minorités oscille entre normalité et extrémisme. Harcèlement et discrimination entravent leur accès à l'école et à l'emploi, principale cause de leur émigration. Des deux principaux groupes armés non-étatiques, seul l'État islamique au Khorasan (ISK) a récemment, et délibérément, pris pour cible ces minorités religieuses.

Main findings

Afghan Hindu and Sikh were probably more than one hundred thousand people in the 1970's and 1980's. Since the 1992-96 civil war, their number decreased to about 2000 people.

Since its inception in 2004, the constitution remains ambiguous about the non-Muslim minorities, including Hindus and Sikhs. With a deputy each at the lower and higher chamber of parliament, they do have a political representation. They can practice their religion, but not in public space, where they face hostile reaction of some residents, notably when they perform cremation's rituals in Kabul. As with many Afghans, they are struggling to get back the property rights they lost during the 1992-1996 civil war.

Since 2001, the presidency has shown goodwill toward them. However, it did not follow up on its commitments to helping them, notably in respect of their property rights.

The attitude of the Muslims towards those minorities varies from normality to extremism. Harassment and discrimination hinder schooling and employment, a root cause for their emigration. Out of the two main non-state armed groups, the Islamic State Khorasan (ISK) is the only one to have recently, and deliberately, taken aim at those religious minorities.

1. Sources

Les sources de cette note reposent essentiellement sur des travaux d'experts, de centres de recherche indépendants, des rapports sur les droits humains, tels que celui du département d'État américain sur les libertés religieuses, ou thématique comme celui du Bureau européen d'appui en matière d'asile. Les premiers s'appuient en partie sur des sources primaires interrogées sur place, mais aussi sur des rapports d'agences humanitaires internationales et d'organisations non-gouvernementales. Des médias afghans et étrangers sont aussi cités. Il convient de noter ici que les échos donnés par des médias indiens sur le sort des hindous et des sikhs afghans doivent être compris dans un contexte politico-religieux polarisé : l'Inde, qui compte une majorité d'hindous mais aussi une forte minorité musulmane, est en effet perçue comme rivale du Pakistan à plus de 90 % musulman, lui-même soutien de longue date aux fondamentalistes afghans, accusés, à tort ou à raison, de s'en prendre aux non-musulmans.

Par ailleurs, la plupart des sources procèdent à un amalgame entre hindous et sikhs afghans, en dépit de leurs rites religieux clairement distincts. En effet, devenus très peu nombreux en Afghanistan, des destins et défis communs ont resserré leurs liens. À cet égard, depuis la fin des années 1990, hindous et sikhs afghans ont tantôt été l'objet d'une visibilité excessive, tantôt d'une absence totale de visibilité, estime le chercheur Fabrizio Foschini. Selon lui, quand l'actualité s'empare de communautés si peu nombreuses, c'est le plus souvent pour évoquer leurs problèmes qu'une existence paisible, un constat renouvelé lors des recherches pour ce focus. Il ressort de l'analyse de cet expert indépendant que les membres de ces minorités ressentent davantage les épreuves et l'insécurité actuelles que la majorité musulmane, précisément parce qu'ils sont devenus ultra-minoritaires et peu influents dans une société où le patronage, qui leur fait aujourd'hui défaut, joue un rôle éminent de protection.¹

Ce focus recourt aussi aux travaux des chercheurs afghans Yahya Ammaar et Ehsan Shayegan du *Porsesh research & studies organization (PRSO)*, un institut indépendant de recherche en sciences sociales situé dans la capitale afghane et à ceux d'Hafizullah Emadi, un consultant afghan en développement, auteur en sociologie et en sciences politiques.²

Enfin, ce focus cite un rapport du *Home office* traitant à la fois de la pratique de l'asile au Royaume Uni et d'informations sur les pays d'origine (COI). Ceci afin de pouvoir restituer des propos exclusifs de l'expert Antonio Giustozzi, extraits de la partie COI du document. De même, des avis de l'expert afghan Sarajuddin Rasuly sont extraits d'un jugement en Autriche.³

¹ Afghanistan analysts network, Kabul. F. Foschini. The other fold of the turban: Afghanistan's Hindus and Sikhs, 23.09.2013. www.afghanistan-analysts.org/the-other-fold-of-the-turban-afghanistans-hindus-and-sikhs (29.03.2019).

² Porsesh research and studies organization, Kabul. Ignored identities: The status of Hindus and Sikhs in Afghanistan's legal system, 19.11.2016. www.porseshresearch.org/porseshv2/wp-content/uploads/2016/11/Ignored-Identities-Status-of-Hindus-and-sikhs-in-Afghanistans-Legal-System.pdf / Hafizullah Emadi (2014) Minorities and marginality: pertinacity of Hindus and Sikhs in a repressive environment in Afghanistan, *Nationalities Papers*, 42:2, 311. <https://doi.org/10.1080/00905992.2013.858313> (29.03.2019).

³ United Kingdom Home Office, London. Country policy and information Note Afghanistan: Hindus and Sikhs, v.4.0, 19.07.2018. https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/728670/AFG_-_sikhs_and_Hindus_-_CPIN_-_v4.0_July_2018_.pdf (29.03.2019).

2. Aperçu historique

Pendant des siècles, les hindous ont entretenu des circuits religieux et commerciaux entre les Indes, la Perse et l'Asie centrale depuis le Nord du Sind, l'Ouest du Pendjab et la région à majorité pachtoune de part et d'autre de l'actuelle frontière pakistano-afghane. L'hindouisme est attesté dans ce qui est à présent devenu l'Afghanistan avant et pendant l'islamisation de la région du VII^{ème} siècle au X^{ème} siècle. Un apport substantiel d'esclaves hindous proviendrait de l'Est à partir du XVI^{ème} siècle, à la faveur de l'expansion de l'empire Mogol en Inde (figure 1). La présence hindoue, puis sikhe, a ensuite gagné en importance avec la fondation de l'État afghan en 1747. À l'époque du Cachemire afghan (1752-1819), les rois Timour Shah Durrani (1773-1793) et Zaman Shah Durrani (1793-1800) recrutent en masse des hindous pour le fonctionnement de leur administration. Grâce à leurs compétences linguistiques en *farsi* et en *punjabi*, hindous et sikhs sont souvent commerçants, négociants, comptables et administrateurs. Beaucoup se



Fig. 1 - Empire mogol et frontières actuelles ©SEM

spécialisent comme prêteurs d'argent et naturopathes ayurvédiques. Entre la fin du XVIII^{ème} siècle et le milieu du XIX^{ème} siècle, les négociants originaires du Sind deviennent à ce point financièrement influents que les dirigeants afghans, et britanniques, dépendent de leurs prêts. Pour la plupart installés en ville, ils prospèrent sous les règnes de Sher Ali (1869-1879) et de Zaher Shah (1933-1973), ères de progrès économique et de modernisation du pays, en dépit d'un revers bref mais brutal suite à la guerre civile de 1929. Vers 1940, les sikhs sont estimés à quelque 250'000 dans tout le pays (qui devait alors compter quelque 7,5 millions d'habitants). Avec la partition indo-pakistanaise de 1947, la présence sikhe et hindoue se renforce en Afghanistan et dans la région pachtoune du Pakistan. Suit une période stable qui leur profite, au point qu'hindous et sikhs afghans contrôlent la plupart des activités bancaires du pays, dont l'*hawala*, l'échange de fonds entre musulmans. Les lourdes responsabilités financières, administratives, diplomatiques et militaires confiées à ces minorités pendant des siècles tiendraient au fait qu'étant non-musulmanes, elles sont d'emblée exclues de toute compétition pour le pouvoir. Dans les décades avant et pendant l'intervention soviétique (1979-1989), elles conservent leur position malgré le départ de nombreuses familles aisées. Celles qui restent bénéficient de l'essor économique des villes, du négoce international, de formations professionnelles et du caractère laïc du régime. Puis, l'opposition armée au régime montant en puissance, des hindous et des sikhs la soutiennent financièrement. En 1992, après la chute des communistes, une guerre de factions issues de la résistance soumet ces communautés à des enlèvements, expropriations, mauvais traitements, viols et mariages forcés. Alors très nombreux à fuir le pays, les sikhs restants sont estimés à 3000 personnes et les hindous à une centaine. Les talibans prennent le pouvoir en 1996 à Kaboul : si leur régime était *de jure* discriminatoire envers les hindous et les sikhs, les ravages de la guerre et une économie en déroute auraient *de facto* plus contribué à leur exil que des motifs politiques.⁴

⁴ Center for applied South Asian studies, Stalybridge. The history and current position of Afghanistan's Hindu and Sikh population, pp. 2 ss. 07.02.2011. www.casas.org.uk/papers/pdfpapers/afghansikhs.pdf / André Wink. Al-Hind: The making of the Indo-Islamic World. Volume 1. Early medieval India and the expansion of Islam, 7th-11th centuries, p. 118. New York: E.J. Brill. 1990. <http://brill.com/abstract/title/2487?rskey=aMBEh&result=2/> / Afghanistan analysts network, Kabul. F. Foschini. The other fold of the turban: Afghanistan's Hindus and Sikhs, 23.09.2013. www.afghanistan-analysts.org/the-other-fold-of-the-turban-afghanistans-hindus-and-sikhs/ / Hafizullah Emadi (2014) Minorities and marginality: pertinacity of Hindus and Sikhs in a repressive environment in Afghanistan, Nationalities Papers, 42:2, 307-320. <https://doi.org/10.1080/00905992.2013.858313> / Immigration and refugee board of Canada, Ottawa. Afghanistan: Treatment of Hindus, 01.08.1998. www.refworld.org/docid/3ae6abfd80.html (29.03.2019).

3. Situation actuelle

3.1. Distinction entre sikhs et hindous afghans

Le terme « *hindou* » utilisé par différentes sources au XIX^{ème} siècle se réfère indistinctement aux hindous et aux sikhs afghans. Minoritaires et proches par leurs modes de vie, ils ont en effet un haut degré d'identité commune, note le chercheur Fabrizio Foschini. En général, les Afghans les appellent *hamsaya*, « les voisins », ou *ahl-e hunud*, « les Indiens ».⁵

Le nom « *Indien* » n'est pas neutre, dès lors que l'Inde est rivale du Pakistan, lui-même soutien des talibans, et parce que ce terme renvoie à des étrangers, et non à des Afghans.⁶

Les adultes et les enfants sikhs sont par ailleurs aussitôt reconnaissables par leur turban rituel, le *dastaar* pour les hommes ou le *patka* pour les adolescents.⁷

Hindous et sikhs afghans parlent entre eux le *penjabi*, sinon le *dari* et le *pachtou* (les deux langues nationales afghanes), voire un dialecte, le *kabli*, amalgame du *dari* et du *penjabi*.⁸

3.2. Effectif

Faute de recensement depuis 40 ans de conflit, l'effectif hindou et sikh afghan est inconnu. Les minorités hindoue, sikhe, bahaïe et chrétienne représenteraient moins de 0,3 % de la population. Les estimations des hindous et des sikhs sont très variables : sous la présidence de Mohammad Daoud Khan (1973-78), des députés les situent à 17'000 familles (environ 85'000 personnes), tandis qu'un expert parle de 25'000 à 30'000 hindous et de 15'000 sikhs (environ 42'500 au total). Soit des chiffres qui varient du simple au double.⁹

En l'an 2000, cité par l'hebdomadaire taliban *Shari'at*, un représentant des communautés hindoue et sikhe d'Afghanistan les estime à 2000 personnes, après le départ de 200'000, ou 99 % d'entre elles, à l'ère communiste (1978-1992) et du président Rabbani (1992-1996).¹⁰

En 2013, le président du comité législatif chargé de la question de la représentation des sikhs et des hindous au parlement indique que le ministère de l'intérieur n'a pas de chiffre sur leur effectif du fait de leurs départs comme réfugiés à différents stades du conflit. La sénatrice sikhe Anarkali Kaur Honaryar aurait alors fait état de 7000 individus, dont 2000 restés seuls au pays pour y travailler, leur famille étant à l'étranger par peur ou en raison de l'insécurité. La même année, 800 familles hindoues et sikhes vivaient à Kaboul et dans les provinces du Nangarhar, de Ghazni, d'Helmand, de Kandahar, Kunduz et Balkh.¹¹

⁵ Afghanistan analysts network, Kabul. F. Foschini. The other fold of the turban: Afghanistan's Hindus and Sikhs, note 4, 23.09.2013. www.afghanistan-analysts.org/the-other-fold-of-the-turban-afghanists-hindus-and-sikhs (29.03.2019).

⁶ Informationsverbund Asyl & Migration, Berlin. Bedrohungen im sozialen Alltag Afghanistans, 05.02.2017. S. 84. www.asyl.at/adincludes/dld.php?datei=93.09.ma.stahlmann_et_al_afgh.pdf (29.03.2019).

⁷ Deutsche Informationszentrum für Sikh Religion, Geschichte, Kultur und Wissenschaft, Hannover. Wer sind die Sikhs? Ohne Datum. www.deutsches-informationszentrum-sikhreligion.de/Sikhs_de.php (29.03.2019).

⁸ The Wall Street Journal, New York. Facing Intolerance, many Sikhs and Hindus leave Afghanistan, 12.01.2015. www.wsj.com/articles/facing-intolerance-many-sikhs-and-hindus-leave-afghanistan-1421124144 / The Conversation, London. Explainer: who are the Afghan Sikhs? 20.08.2014. <http://theconversation.com/explainer-who-are-the-afghan-sikhs-30699> / The Better India, Bangalore. TBI blogs: Tracing the history of the thriving Sikh community in Afghanistan and Georgia, 13.10.2016. www.thebetterindia.com/70434/sikhs-in-afghanistan-georgia/ / Media Diversified, London. Afghan Sikhs: persecution, resistance and life in diaspora, 17.04.2018. <https://mediadiversified.org/2018/04/17/afghan-sikhs-persecution-resistance-and-life-in-diaspora> (29.03.2019).

⁹ Afghanistan analysts network, Kabul. F. Foschini. Hindus and Sikhs do not get a reserved seat in parliament, 16.12.2013, note 2. www.afghanistan-analysts.org/a-lost-occasion-hindus-and-sikhs-do-not-get-a-reserved-seat-in-parliament / Hafizullah Emadi (2014) Minorities and marginality: pertinacity of Hindus and Sikhs in a repressive environment in Afghanistan, Nationalities Papers, 42:2, 310. <https://doi.org/10.1080/00905992.2013.858313> / US Department of State, Washington DC. Afghanistan 2017 international religious freedom report, 29.05.2018, p. 3. www.state.gov/j/drl/rls/irf/religiousfreedom/index.htm?year=2017&dliid=281016 (29.03.2019).

¹⁰ British Broadcasting Corporation, London. BBC Monitoring South Asia, Text of report: "Two thousand left of the 200,000-strong Hindu and Sikh community", published by Afghan Taleban weekly newspaper 'Shari'at' on 15th July, 01.08.2000. Factiva document bbcsap0020010804dw81005k8 (paywall).

¹¹ Afghanistan analysts network, Kabul. Hindus and Sikhs do not get a reserved seat in parliament, 16.12.2013. www.afghanistan-analysts.org/a-lost-occasion-hindus-and-sikhs-do-not-get-a-reserved-seat-in-parliament/ / Pajhwok afghan news, Kabul. Karzai assures equal rights to Hindu, Sikh minorities, 13.08.2013. www.pajhwok.com/en/2013/08/13/karzai-assures-equal-rights-hindu-sikh-minorities (29.03.2019).

En 2016, un représentant sikh à Kaboul évoque « *une baisse significative* » de l'effectif de sa communauté au cours des deux dernières années, à environ 3000 personnes, les autres étant parties « *à cause de la détérioration de la sécurité et de discriminations* » affirme-t-il.¹²

Selon une enquête du média afghan *Tolo News*, hindous et sikhs afghans seraient passés de 220'000 à 15'000 personnes entre les années 1980 et 1990, effectif stabilisé à ce dernier niveau sous le régime taliban. En 2016, resteraient 1350 hindous et sikhs dans le pays. En 2017, le département d'État américain avance le chiffre de 1300 hindous et sikhs.¹³

En 2018, 512 sikhs et hindous sur 4,8 millions d'électeurs forment 0,016 % du corps électoral.¹⁴

Afin de resituer ces chiffres dans leur contexte, le graphique suivant illustre les déplacements de plusieurs millions d'Afghans au cours des quarante dernières années de conflit (figure 2).¹⁵

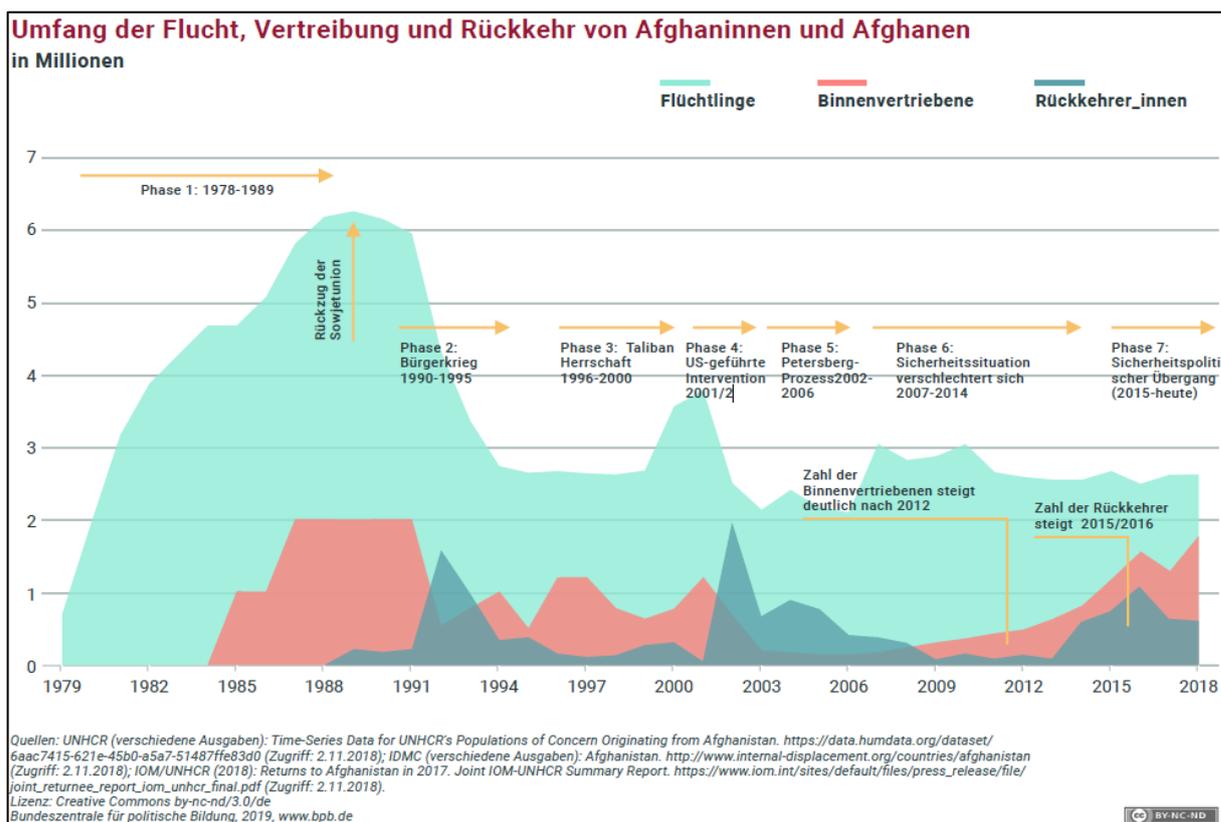


Figure 2 – Réfugiés, déplacés internes afghans et rapatriements en Afghanistan de 1979 à 2018 ©bpb

3.3. Répartition géographique

Selon des informations éparées et donc non-exhaustives, des hindous et des sikhs vivent en 2017 à Kaboul, notamment dans la vieille ville et au *Karte Parwan*, à Ghazni (Centre) et au Nangarhar (Est), où l'on comptait alors 160 familles, puis 80 en 2018. Au fil des ans, des milliers d'entre eux ont quitté cette province orientale en raison du conflit.¹⁶ En comparaison,

¹² The Wire, New Delhi. Afghan government approves reservation for Sikhs/Hindus in parliament, 20.09.2016. <https://thewire.in/world/afghan-government-approves-reservation-for-sikhshindus-in-parliament> (29.03.2019).

¹³ Tolo news, Kabul. Nearly 99% of Hindus, Sikhs left Afghanistan in last three decades, 20.06.2016. www.tolo.com/afghanistan/nearly-99-hindus-sikhs-left-afghanistan-last-three-decades/ / US Department of State, Washington DC. Afghanistan 2017 international religious freedom report, 29.05.2018, p. 3. www.state.gov/j/drl/rls/irf/religiousfreedom/index.htm?year=2017&dlid=281016 (29.03.2019).

¹⁴ Pajhwok afghan news. Kabul. 4.8 million enrolled as voters nation-wide: IEC, 03.06.2018. www.pajhwok.com/en/2018/06/03/48-million-enrolled-voters-nation-wide-iec (29.03.2019).

¹⁵ Bundeszentrale für politische Bildung, Berlin. Vier Jahrzehnte afghanischer Flucht und Vertreibung, 10.01.2019. www.bpb.de/gesellschaft/migration/laenderprofile/283689/vier-jahrzehnte-afghanischer-flucht-und-vertreibung Lizenz: <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/de/> (29.03.2019).

¹⁶ Al Jazeera, Doha. The decline of Afghanistan's Hindu and Sikh communities, 01.01.2017. www.aljazeera.com/indepth/features/2016/12/decline-afghanistan-hindu-sikh-communities-161225082540860.html / Pajhwok afghan news, Kabul. On day first of Vaisakhi, Nangarhar Sikhs urge peace, 12.04.2018. www.pajhwok.com/en/2018/04/12/day-first-vasakhi-nangarhar-sikhs-urge-peace; Work on school building for Sikhs launched, 13.04.2017. www.pajhwok.com/en/2017/04/13/work-school-building-sikhs-launched/ / Afghanistan analysts network, Kabul.

de 2014 à 2018, la province du Nangarhar reçoit 37'388 personnes déplacées à cause du conflit, tandis que 42'603 autres s'en éloignent, dans le même temps et pour le même motif.¹⁷

Fin 2017, trois sikhs et hindous vivent encore à Gardez, chef-lieu du Paktiyâ et fin 2016, trois familles sikhs à Kunduz, capitale provinciale du Nord du pays, tombée deux fois aux mains des talibans en un an (en 2015 et 2016), suscitant alors de forts mouvements de population.¹⁸

En 2016, dans la province méridionale d'Helmand, le conflit provoque l'afflux de 69'424 personnes et le départ de 84'500 autres, dont « *de nombreux sikhs* », sans autre précision. En 2018, ils ne seraient plus que quatre, voire deux adultes à Lashkar Gah, le chef-lieu. À l'Est, une centaine de familles hindoues quittent Khost en 2016, année où cette province voit presque autant de personnes la rejoindre (2068) et la quitter (2036) en raison du conflit.¹⁹



Figure 3 – Présence hindoue et sikhe entre 2016 et 2018 en Afghanistan ©SEM

The other fold of the turban: Afghanistan's Hindus and Sikhs, 23.09.2013. www.afghanistan-analysts.org/the-other-fold-of-the-turban-afghanistans-hindus-and-sikhs (29.03.2019).

¹⁷ United Nations office for the coordination of humanitarian affairs, New York. Afghanistan. Conflict induced displacements, Actual displacements between 1 February 2014 and 3 January 2019, 03.03.2019. www.humanitarianresponse.info/en/operations/afghanistan/idps (29.03.2019).

¹⁸ Tolo news, Kabul. Paktia has only three Hindu, Sikh residents, 22.12.2017. www.tolonews.com/index.php/afghanistan/paktia-has-only-three-hindu-sikh-residents; Unknown gunmen kill head of Sikh community in Kunduz, 29.12.2016. www.tolonews.com/afghanistan/head-sikh-community-kunduz-killed-unknown-gunmen (29.03.2019).

¹⁹ The Wire, New Delhi. Afghan government approves reservation for Sikhs/Hindus in parliament, 20.09.2016. <https://thewire.in/world/afghan-government-approves-reservation-for-sikhshindus-in-parliament> / Al Jazeera, Doha. The decline of Afghanistan's Hindu and Sikh communities, 01.01.2017, www.aljazeera.com/indepth/features/2016/12/decline-afghanistan-hindu-sikh-communities-161225082540860.html / Tolo news, Kabul. Helmand Sikhs plan to migrate in wake of Jalalabad bombing, 07.07.2018. www.tolonews.com/afghanistan/helmand-sikhs-plan-migrate-wake-jalalabad-bombing%20 / The Diplomat, Tokyo. The Last 2 Sikhs in the Taliban's heartland, 26.09.2018. <https://thediplomat.com/2018/09/the-last-2-sikhs-in-the-talibans-heartland/> / United Nations office for the coordination of humanitarian affairs, New York. Afghanistan. Conflict induced displacements between 1 January 2016 and 29 December 2016, 14.01.2018. www.humanitarianresponse.info/en/operations/afghanistan/idps (29.03.2019).

4. Droits

4.1. Droits constitutionnels

La constitution afghane en vigueur depuis 2004 est ambiguë en matière de religion. En effet, son article 2 fait de l'islam la religion d'État tout en précisant que d'autres confessions sont libres, dans les limites de la loi. Or, une loi ne peut être contraire aux principes et à la doctrine de l'islam, précise l'article 3. L'article 35 prévoit aussi que pour fonder un parti politique, ses buts et sa doctrine doivent être conformes à l'islam, l'article 45 que le curriculum des écoles doit répondre aux principes de cette religion et l'article 62 que seul un musulman peut être élu président. L'article 54 sur la famille appelle à éliminer toute tradition en conflit avec l'islam et l'article 149 rend irrévocable l'adhésion de la république à ses fondements et caractère islamiques, dont symboles et formules doivent figurer dans l'hymne national et sur le drapeau afghan (art. 19 et 20). Dans le même temps, le préambule, les articles 6, 7 et 48 engagent le pays à respecter la Déclaration universelle des droits de l'homme. Dont la liberté de religion.²⁰

Cette contradiction n'est pas levée en 2018 note la *U.S. commission on international religious freedom*. Car selon elle « *les groupes non-musulmans tels que les hindous, les chrétiens et les sikhs restent des minorités en danger et ne disposent pas de la possibilité de participer en public à leurs traditions religieuses* ». ²¹ En 2015, note le *Foreign and Commonwealth Office*, « *les minorités religieuses sont confrontées à la violence et la discrimination* ». Mais rien n'indique ici que cela serait du fait des ambiguïtés de la constitution.²²

La seule minorité religieuse que la constitution cite explicitement est celle des chiites. Et ceci pour qu'elle puisse recourir à sa propre jurisprudence dans les cas de justice qu'aucune loi ne définit. Dans ces cas-là, le reste de la population est soumis à la jurisprudence hanafite.²³

L'institut indépendant de recherches en sciences sociales *Porsesh* de Kaboul estime que les articles 35 (parti) et 62 (président) sont discriminatoires envers les hindous et les sikhs. Selon un commentaire académique de 2004 sur la nouvelle constitution, le serment d'allégeance à dieu et à l'islam qu'elle impose au président, vice-présidents, ministres et juges de la cour suprême a « *un effet clair de marginalisation* ». De plus, exiger des ministres et juges de la cour suprême une « *bonne réputation* » sans la définir (art. 72 et 118) ouvrirait la porte à des discriminations envers quiconque ne partagerait pas les vues politiques ou religieuses dominantes. Et en prescrivant d'éliminer des traditions « *contraires à la religion sacrée de l'islam* », l'article 54 (famille) pourrait entraver les coutumes hindoues et sikhs, estime l'auteur, alors doctorant d'une université américaine. Quinze ans plus tard, aucune information sur ces articles de la constitution n'a été trouvée qui infirme ou corrobore ses affirmations.²⁴

Cependant, la littérature existante ne répond que de manière éparpillée à quelques-uns des défis légaux pour les hindous et les sikhs afghans, estime en 2016 l'institut *Porsesh*. Car selon lui, « *la répression des hindous et des sikhs est un phénomène structurel à plusieurs niveaux* », dont celui de la constitution, quant à l'égalité des droits des citoyens, la participation politique, les droits civiques, le statut personnel et le système judiciaire.²⁵

²⁰ Islamic republic of Afghanistan, Kabul. The Constitution of Afghanistan, 26.01.2004. www.afghanembassy.com.pl/afg/images/pliki/TheConstitution.pdf (29.03.2019).

²¹ US commission on international religious freedom, Washington DC. Afghanistan chapter, 2018 annual report, 23.04.2018, p. 2. www.uscirf.gov/sites/default/files/Tier2_AFGHANISTAN.pdf (29.03.2019).

²² Foreign and commonwealth office, London. Afghanistan - Country of concern, 15.03.2015. www.gov.uk/government/publications/afghanistan-country-of-concern--2/afghanistan-country-of-concern#freedom-of-religion-or-belief (29.03.2019).

²³ Islamic Republic of Afghanistan, Kabul. The Constitution of Afghanistan, 26.01.2004. www.afghanembassy.com.pl/afg/images/pliki/TheConstitution.pdf (29.03.2019).

²⁴ Porsesh research and studies organization, Kabul. Ignored identities: The status of Hindus and Sikhs in Afghanistan's legal system, 19.11.2016, pp. 6, 9. www.porseshresearch.org/porseshv2/wp-content/uploads/2016/11/Ignored-Identities-Status-of-Hindus-and-sikhs-in-Afghanistans-Legal-System.pdf / American university Washington College of law, Washington DC. Sadat, Mir Hekmatullah. "The Implementation of Constitutional Human Rights in Afghanistan." Human Rights Brief 11, no. 2 (2004):48-50. <http://digitalcommons.wcl.american.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1379&context=hrbrief> (29.03.2019).

²⁵ Porsesh research and studies organization, Kabul. Ignored identities: The status of Hindus and Sikhs in Afghanistan's legal system, 19.11.2016, p. 4. www.porseshresearch.org/porseshv2/wp-content/uploads/2016/11/Ignored-Identities-Status-of-Hindus-and-sikhs-in-Afghanistans-Legal-System.pdf (29.03.2019).

4.2. Protection pénale

Le nouveau code pénal afghan entré en vigueur en février 2018 sanctionne les insultes envers une religion, l'interruption volontaire de ses rites, la destruction d'un lieu de culte ou de tout symbole religieux, de même qu'il est interdit d'attaquer un croyant qui pratique légalement sa foi en public. De plus, commettre un crime pour un motif religieux constitue une circonstance aggravante (art. 128). Enfin, il interdit les appels à la discrimination religieuse. Dans les faits, et compte-tenu de l'entrée en vigueur relativement récente du nouveau code pénal, aucune poursuite judiciaire relative à ces faits n'a pu être documentée.²⁶

4.3. Représentation politique

Après la fin du régime taliban (1996-2001), hindous et sikhs afghans sont appelés à contribuer à l'assemblée constituante de la nouvelle république, la *loya jirga* de 2003. Parmi cinq cent délégués prévus, 24 représentent les réfugiés, neuf les nomades, six les personnes déplacées internes et trois les communautés hindoue et sikhe : Anarkalai Kaur Honaryar, Ganga Ram et Awtar Singh Khalsa, qui assumeront d'autres mandats politiques ultérieurement.²⁷

En 2005, l'agence de presse privée *Indo-Asian News Service* affirme qu'ils étaient en fait cinq délégués hindous et sikhs en 2003 et que sur neuf membres de la commission électorale destinée à l'organisation des premières législatives *post-taliban*, l'un d'eux était sikh.²⁸

Lors de ces élections, la sikhe Anarkalai Kaur Honaryar est élue à la chambre basse (*wolesi jirga*). Ganga Ram, hindou de Kandahar, est nommé à la chambre haute (*meshrano jirga*) par le président Karzaï. La dernière tentative d'intégration politique des hindous et des sikhs était celle d'un régime communiste, lors de la *loya jirga* de 1989. En 2010, faute de candidat unique, hindous et sikhs ne sont plus représentés à la chambre basse. La députée sortante Anarkalai Kaur Honaryar est alors nommée à la chambre haute par le président Karzaï. En 2013, lors d'une révision de la loi électorale, le parlement supprime le siège réservé aux hindous et aux sikhs à la chambre basse. Et ce, plus par crainte d'un excès de prérogatives présidentielles sur le parlement que par hostilité envers ces minorités, estime alors la sénatrice Anarkalai Kaur Honaryar. Finalement, ce siège sera rétabli par la présidence. En comparaison, sur 249 sièges, quatre sont réservés aux ismaéliens et dix à la minorité nomade kuchie.²⁹

Trouver en Afghanistan une communauté plus nombreuse que celle des hindous et des sikhs qui ne soit pas représentée à la chambre basse n'est pas aisé, note en 2013 l'expert Fabrizio Foschini : le doute persiste pour les brâhous baloutches, les arabes et les gujjars d'Afghanistan dont les identités communautaires se fondent avec celles de leurs voisins. Seuls les ismaéliens du Pamir et les kirghizes n'ont pas d'élus à la chambre basse. Les premiers, estimés à environ 100'000 individus, en avaient un en 2005 mais pas en 2010. Les seconds, estimés à 2000 personnes tout au plus, sont moins nombreux que les hindous et les sikhs.³⁰

En octobre 2018, lors de législatives intervenues avec trois ans de retard, le sikh Narendra Singh est élu comme représentant des hindous et sikhs à la chambre basse, à la place de son père, Awtar Singh Khalsa, tué le 1^{er} juillet de la même année à Jalalabad lors d'un attentat revendiqué par l'État islamique au Khorasan (ISK) contre une délégation hindoue et sikhe.³¹

²⁶ Official gazette, Kabul. Extraordinary issue n°1260, جزا كود [Penal code], art. 323, 325, 15.05.2017. English unofficial translation on record with SEM (29.03.2019).

²⁷ Islamic transitional state of Afghanistan, Kabul. Decree on the convening of the constitutional Loya Jirga, 15.07.2003, art. 2, § 2.b. www.ecoi.net/en/file/local/1412840/pserkowits13_Convening_of_constitutional_Loya_Jirga.pdf (29.03.2019).

²⁸ Indo-Asian News Service, Noida. Afghanistan: Sikhs rebuilding Gurdwaras, 25.08.2005. <https://english.religion.info/2005/08/25/afghanistan-sikhs-rebuilding-gurdwaras> (29.03.2019).

²⁹ Afghanistan analysts network, Kabul. F. Foschini. The other fold of the turban: Afghanistan's Hindus and Sikhs, 23.09.2013. www.afghanistan-analysts.org/the-other-fold-of-the-turban-afghanistans-hindus-and-sikhs/ / A lost opportunity? Hindus and Sikhs do not get a reserved seat in parliament, 16.12.2013. www.afghanistan-analysts.org/a-lost-opportunity-hindus-and-sikhs-do-not-get-a-reserved-seat-in-parliament/ (29.03.2019).

³⁰ Afghanistan analysts network, Kabul. F. Foschini. Hindus and Sikhs do not get a reserved seat in parliament, 16.12.2013, note 2. www.afghanistan-analysts.org/a-lost-opportunity-hindus-and-sikhs-do-not-get-a-reserved-seat-in-parliament/ (29.03.2019).

³¹ Sikh channel, Aston. Afghanistan: Son of Afghan Sikh leader killed in 2018 terror attack, leads in polls, 04.01.2018. www.sikhchannel.tv/afghanistan-son-of-afghan-sikh-leader-killed-in-2018-terror-attack-leads-in-polls (29.03.2019).

4.3.1. Représentation communautaire

Victime mortelle de l'attentat de l'ISK du 1^{er} juillet 2018 à Jalalabad dont 14 des 19 tués étaient membres d'une délégation hindoue et sikhe venue de Kaboul, Awtar Singh Khalsa est cité à plusieurs reprises dans les médias comme étant leur représentant. Il l'est depuis au moins l'an 2000 quand l'hebdomadaire taliban *Shari'at* le présente déjà comme tel. La désignation la plus précise des fonctions qu'il a assumées jusqu'à son décès est celle de président du *National Committee of Hindus and Sikhs of Afghanistan* et de dirigeant du *Dharramshala's Committee for Hindu Worship* de Kaboul. Le terme *dharramshala* désigne un sanctuaire hindou.³²

En 2013, le dirigeant d'un conseil des hindous et sikhs en Afghanistan est cité par un même média local sous différentes orthographes – Royal Singh, Rail Singh et Royor Singh – et son organisation sous divers noms : *Hindu and Sikh Council*, *Council of Hindus and Sikhs in Afghanistan* et *Afghan Hindu and Sikh Council*.³³

Il s'agit en fait du sikh afghan originaire de Kaboul Rawail Singh, tué en juillet 2018 à Jalalabad lors de l'attentat de l'ISK où Awtar Singh Khalsa a lui aussi trouvé la mort. Le compte *Facebook* « *Remembering Rawail Singh* » ne comporte pas le nom exact de son organisation.³⁴ Dans un article du *Wall Street Journal* de janvier 2015, il est présenté comme « *un dirigeant de la communauté sikhe de Kaboul* », sans autre précision.³⁵

Reflet de leur statut ultra-minoritaire dans un pays dont 99 % des habitants sont de confession musulmane, hindous et sikhs n'ont enregistré qu'une seule organisation auprès du ministère de la justice sur 2215 organisations à caractère religieux, caritatif ou social inscrites en 2018.³⁶

En 2017, les communautés hindoue et sikhe disposent de douze lieux de prière chacune en Afghanistan, contre 64 par le passé, une réduction attribuée à la baisse de leurs effectifs.³⁷

4.4. Droits de propriété et accès à la justice

Thème récurrent pour les médias, hindous et sikhs afghans rapportent en 2017 que leurs membres continuent à éviter de faire appel à la justice par crainte de représailles de ceux qui les ont dépossédés de leurs propriétés par le passé, surtout s'ils sont puissants, indique le département d'État américain. En 2015, la même source citait le même phénomène en dépit de l'existence en Afghanistan d'une cour de justice spécifique aux conflits fonciers.³⁸

De manière générale, toute affaire de justice qui ne relève ni de la constitution ni d'aucune autre loi est soumise à la jurisprudence hanafite de la loi coranique (*charia*), qui s'applique aussi aux minorités hindoue et sikhe.³⁹ Des représentants de minorités religieuses affirment

³² Institute for war & peace reporting, London. Though times for Afghan Hindus and Sikhs, 11.07.2013. <https://iwpr.net/global-voices/tough-times-afghan-hindus-and-sikhs/> / British Broadcasting Corporation, London. BBC Monitoring South Asia, Text of report: "Two thousand left of the 200,000-strong Hindu and Sikh community", published by Afghan Taleban weekly newspaper 'Shari'at' on 15th July, 01.08.2000. Factiva document bbcsap0020010804 dw81005k8 (paywall) / Armanshar Open Asia - Fédération internationale des droits de l'Homme, Paris. Awtar Singh Khalsa: 'They gave the Hindus and Sikhs a place for rubbish disposal as a place to live', 27.03.2014. www.huffingtonpost.com/unveiling-afghanistan/awtar-singh-khalsa-they-g_b_5042997.html (29.03.2019).

³³ Pajhwok afghan news. Kabul. Karzai assures equal rights to Hindu, Sikh minorities, 13.08.2013. www.pajhwok.com/en/2013/08/13/karzai-assures-equal-rights-hindu-sikh-minorities; Reserved seats for Hindu and Sikh minorities – MP reject decree, 14.12.2013. www.pajhwok.com/en/2013/12/14/reserved-seat-minorities-mps-reject-decree; Hindus slam decree rejection as bigotry, 15.12.2013. http://outlookafghanistan.net/national_de_tail.php?post_id=8874 (29.03.2019).

³⁴ Facebook, Inc. Menlo Park. Remembering Rawail Singh, 10.06.2018. www.facebook.com/rawail.singh.9/time_line?lst=100000917261502%3A100002932741459%3A1551428493 (29.03.2019).

³⁵ Wall street Journal, New York. Facing intolerance, many Sikhs and Hindus leave Afghanistan, 12.01.2015. www.wsj.com/articles/facing-intolerance-many-sikhs-and-hindus-leave-afghanistan-1421124144 (29.03.2019).

³⁶ US Department of State, Washington DC. Afghanistan 2017 international religious freedom report, 29.05.2018, p. 5. www.state.gov/j/drl/rls/irf/religiousfreedom/index.htm?year=2017&dliid=281016 (29.03.2019).

³⁷ US Department of State, Washington DC. Afghanistan 2017 international religious freedom report, 29.05.2018, p. 17. www.state.gov/j/drl/rls/irf/religiousfreedom/index.htm?year=2017&dliid=281016 (29.03.2019).

³⁸ US Department of State, Washington DC. Afghanistan 2017 international religious freedom report, 29.05.2018, pp. 1, 8. www.state.gov/j/drl/rls/irf/religiousfreedom/index.htm?year=2017&dliid=281016; Afghanistan 2015 international religious freedom report, 10.08.2016, p. 13. www.state.gov/j/drl/rls/irf/religiousfreedom/index.htm?year=2017&dliid=281016 (29.03.2019).

³⁹ Islamic republic of Afghanistan, Kabul. The Constitution of Afghanistan, art. 130, 26.01.2004. www.afghanembassy.com/pl/afg/images/pliki/TheConstitution.pdf / Official gazette, Kabul. Extraordinary issue n°1260, جزا کود [Penal code], art. 2, 15.05.2017. English unofficial translation on record with SEM / Stanford University, Stanford.

au département d'État américain que les tribunaux afghans n'accordent pas les mêmes droits aux non-musulmans qu'aux musulmans.⁴⁰

Le centre de recherche *Porsesh* de Kaboul rappelle que depuis la constitution de 2004, des politiciens, dont les présidents Hamid Karzaï puis Ashraf Ghani, ont promis que sikhs et hindous seraient protégés par la loi équitablement, comme tous les autres Afghans.⁴¹

En 2017 à Kaboul, la sénatrice Anarkalai Kaur Honaryar salue les efforts du gouvernement pour restaurer l'usage de titres de propriété dans la capitale afghane, y compris pour les minorités hindoue et sikhe. Selon elle, ils devraient mettre un terme à trente ans de saisies et d'expropriations forcées, dont différents segments de la population ont aussi été victimes :

Hindus and Sikhs may also benefit a lot from this initiative. Likewise [as with] other Afghans, lot[s] of houses belonging to the Hindus and Sikhs (that fled the country during the civil war) were also grabbed in most of the cases by former war lords. They are likely to receive their properties back, if they still possess[s] any such document that could demonstrate their ownership over the property.⁴²

Un projet de lotissement destiné aux hindous et aux sikhs à la périphérie de Kaboul, initié en 2013 par la même sénatrice sikhe Anarkalai Kaur Honaryar ne connaît pas en 2017 le succès escompté, pour des raisons de sécurité et par manque d'infrastructures.⁴³

5. Attitudes des autorités et du public

5.1. Attitude du régime taliban de 1996 à 2001

En 2006, le gardien d'un sanctuaire sikh à Kaboul affirme que les talibans, quand ils étaient au pouvoir de 1996 à fin 2001, ne les ont pas dérangés et n'ont pas fermé ce temple.⁴⁴ Selon un représentant des sikhs de Kaboul interrogé en 2015, Rawail Singh, « *sous les talibans, nos droits étaient définis clairement et les gens n'étaient pas cruels envers nous* ».⁴⁵

Le régime taliban a en effet voulu leur interdire de construire de nouveaux temples, de monter à cheval en ville, de porter les mêmes vêtements que les musulmans, de leur serrer la main et de vivre avec eux sous un même toit, et leur faire obligation de signaler leurs maisons et magasins par des bannières jaunes. En dépit de ces mesures discriminatoires, d'appels au boycott de leurs commerces et de tentatives de conversions à l'islam, le représentant des hindous et sikhs afghans Awtar Singh Khalsa affirme en 2013 : « *À dire vrai, nous sommes moins heureux sous le président Karzaï [2001-2014] que nous ne l'étions sous les talibans* », propos qu'il répète en 2016. Selon lui, les mesures du régime taliban n'ont pas toutes été

Civil code of the republic of Afghanistan, translation produced by Afghanistan legal education project, art. 1, 18.09.2014. www-cdn.law.stanford.edu/wp-content/uploads/2015/10/Civil-Code-of-Afghanistan-ALEP-Translation.pdf (29.03.2019).

⁴⁰ US Department of State, Washington DC. Afghanistan 2017 international religious freedom report, 29.05.2018, p. 1. www.state.gov/j/drl/rls/irf/religiousfreedom/index.htm?year=2017&dliid=281016 (29.03.2019).

⁴¹ Porsesh research and studies organization, Kabul. Ignored identities: The status of Hindus and Sikhs in Afghanistan's legal system, 19.11.2016, p.2. www.porseshresearch.org/porseshv2/wp-content/uploads/2016/11/Ignored-Identities-Status-of-Hindus-and-Sikhs-in-Afghanistans-Legal-System.pdf (29.03.2019).

⁴² Pajhwok afghan news. Kabul. Jalalabad dwellers feel insecure after blast in highly protected area, 02.07.2018. www.pajhwok.com/en/2018/07/02/jalalabad-dwellers-feel-insecure-after-blast-highly-protected-area / British broadcasting corporation, London. Afghanistan blast: Sikhs among 19 dead in Jalalabad suicide attack, 01.07.2018. www.bbc.com/news/world-asia-44677823 (29.03.2019).

⁴³ Institute for war & peace reporting, London. Tough times for Afghan Hindus and Sikhs, 11.07.2013, <https://iwpr.net/global-voices/tough-times-afghan-hindus-and-sikhs/> / United Kingdom Home office, London. Country policy and information note Afghanistan: Hindus and Sikhs, v4.0, 19.07.2018, British embassy letter, 5 February 2017, Annex A, British Embassy letter, 29 December 2013, Annex C. https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/728670/AFG_-_Sikhs_and_Hindus_-_CPIN_-_v4.0_July_2018_.pdf (29.03.2019).

⁴⁴ Al Jazeera, Doha. Sikhs quitting Afghanistan, 12.01.2015. www.aljazeera.com/archive/2006/07/200849152413617493.html (29.03.2019).

⁴⁵ Wall street Journal, New York. Facing intolerance, many Sikhs and Hindus leave Afghanistan, 12.01.2015. www.wsj.com/articles/facing-intolerance-many-sikhs-and-hindus-leave-afghanistan-1421124144 (29.03.2019).

appliquées. Cité en 2017 par la *Wiener Zeitung*, il se résume : « *Damals herrschte Ordnung. Wir haben Schutzgeld bezahlt, und damit war es gut* ». ⁴⁶

5.2. Attitude de l'exécutif afghan de 2001 à 2014

Le chercheur afghan Hafizullah Emadi rappelle que peu après la chute des talibans, l'un des plus puissants acteurs politiques du pays, Abdul Rab Rassoul Sayyaf, défend à l'égard des sikhs et des hindous des positions proches de celles des talibans. Il y ajoute le paiement de la *jizīa*, impôt *per capita* exigé des non-musulmans abrogé en 1919 lors de l'indépendance, et l'exclusion des hindous et des sikhs de la fonction publique. Ces mesures ne verront pas le jour. Mais elles en disent long sur l'état d'esprit d'un soutien influent à l'élection du président Karzaï en 2004 (Hamid Karzaï a d'abord été nommé président *ad intérim* de 2001 à 2004). ⁴⁷

Placé à la tête de l'exécutif depuis fin 2001, le président Karzaï reçoit pour la première fois une délégation d'hindous et de sikhs afghans en août 2013. S'estimant lésés, ces derniers menacent de rendre leurs papiers d'identité afghans et de quitter le pays si leurs droits ne sont pas respectés. Le président Karzaï obtiendra que leur représentation à la chambre basse du parlement par un siège unique (sur 249), un temps menacée, soit rétablie (voir 4.3). ⁴⁸

Lors de cet entretien, la délégation hindoue et sikhe demande aussi la restitution de propriétés et de lieux de culte confisqués par des chefs de guerre pendant la guerre civile (1992-1996), ou qu'à défaut des parcelles de terrain bâtissable leur soient attribuées, et qu'à l'instar des mosquées, leurs lieux de culte soient aussi dispensés de frais d'électricité. Le président Karzaï répond alors qu'il diligente une enquête par le ministère de l'Intérieur, le gouverneur de Kaboul et par les maires concernés, dont ils auront à lui rendre compte. ⁴⁹

Dix-huit mois après cet engagement du président, en mars 2014, le représentant national des hindous et sikhs afghans Awtar Singh Khalsa dénonce en termes vifs l'inaction des autorités et une promesse de relogement non-tenue par la présidence depuis 2002, selon lui. ⁵⁰

Le président Karzaï nomme peu après un hindou ambassadeur au Canada, le premier issu de cette minorité depuis les années 1920, sans que l'on sache s'il voulait faire un geste politique. ⁵¹

5.3. Attitude de l'exécutif afghan depuis 2014

En fonction depuis fin septembre 2014, le nouveau président Ashraf Ghani reçoit en novembre de la même année une délégation d'hindous et de sikhs des provinces de Ghazni, Helmand, Khost, Kunduz et du Nangarhar venus lui demander d'intervenir en faveur de la restitution de leurs propriétés et de faciliter l'accès de leurs enfants à l'éducation. Le chef de l'État réitère qu'ils ont les mêmes droits que les autres Afghans, promet des fonds pour un lieu de culte au Nangarhar et lance un appel au retour au pays de leurs coreligionnaires en exil. ⁵²

⁴⁶ Die Tageszeitung, Berlin. Glücklicher unter den Taliban, 15.01.2013. www.taz.de/Raus-aus-Afghanistan/!5075418 / Reuters, London. Afghanistan's dwindling Sikh, Hindu communities flee new abuses, 23.06.2016. www.reuters.com/article/us-afghanistan-minority/afghanists-dwindling-sikh-hindu-communities-flee-new-abuses-idUSKCN0Z82SL / Armanshar Open Asia - Fédération internationale des droits de l'Homme, Paris. Awtar Singh Khalsa: 'They gave the Hindus and sikhs a place for rubbish disposal as a place to live', 27.03.2014. www.fidh.org/en/region/asia/afghanistan/15038-awtar-singh-khalsa-they-gave-the-hindus-and-sikhs-a-place-for-rubbish / Wiener Zeitung, Wien. Geächtete Hindus und Sikhs, 03.11.2017. www.wienerzeitung.at/nachrichten/welt/welt-politik/926684_Geaechtete-Hindus-und-Sikhs.html (29.03.2019).

⁴⁷ Hafizullah Emadi (2014) Minorities and marginality: pertinacity of Hindus and Sikhs in a repressive environment in Afghanistan, *Nationalities Papers*, 42:2, 312, 318. <https://doi.org/10.1080/00905992.2013.858313> (29.03.2019).

⁴⁸ Afghanistan analysts network, Kabul. F. Foschini. The other fold of the turban: Afghanistan's Hindus and Sikhs, 23.09.2013. www.afghanistan-analysts.org/the-other-fold-of-the-turban-afghanists-hindus-and-sikhs/ / Pajhwok afghan news, Kabul. Hindus, Karzai assures equal rights to Hindu, Sikh minorities, 13.08.2013. www.pajhwok.com/en/2013/08/13/karzai-assures-equal-rights-hindu-sikh-minorities (29.03.2019).

⁴⁹ Pajhwok afghan news, Kabul. Karzai assures equal rights to Hindu, Sikh minorities, 13.08.2013. www.pajhwok.com/en/2013/08/13/karzai-assures-equal-rights-hindu-sikh-minorities (29.03.2019).

⁵⁰ Armanshar open Asia - Fédération internationale des droits de l'Homme, Paris. Awtar Singh Khalsa: 'They gave the Hindus and Sikhs a place for rubbish disposal as a place to live', 27.03.2014. www.fidh.org/en/region/asia/afghanistan/15038-awtar-singh-khalsa-they-gave-the-hindus-and-sikhs-a-place-for-rubbish%20 (29.03.2019).

⁵¹ Radio Free Europe – Radio Gandhara, Washington DC. First Afghan Hindu envoy takes pride in serving his country, 15.05.2014. <https://gandhara.rferl.org/a/25386024.html> (29.03.2019).

⁵² Bakhtar news agency, Kabul. Sikh, Hindu delegation calls on president, 05.11.2014. www.bakhtarnews.com.af/eng/politics/item/14812-sikh-hindu-delegation-calls-on-president.html / Wall Street Journal, New York. Facing

En septembre 2016, le gouvernement adopte un projet de loi officialisant la présence d'un représentant des hindous et sikhs afghans au parlement. Aucune information n'a été trouvée sur l'adoption et l'entrée en vigueur de cette loi depuis lors.⁵³

En 2017, le ministre de la culture et de l'information Kamal Sadat reconnaît que le traitement des minorités n'a pas été équitable, mais que le gouvernement veut y remédier et qu'il examine les plaintes des hindous et des sikhs dépossédés de leurs terres et propriétés par le passé.⁵⁴

En 2018, suite à l'attentat meurtrier du mois de juillet à Jalalabad revendiqué par l'ISK contre une délégation hindoue et sikhe, la présidence de la république assure que le gouvernement veillera sur ces minorités. Cette affirmation doit être relativisée par le bilan du conflit, qui vaut au pays une moyenne de dix civils tués et vingt blessés par jour depuis cinq ans (chapitre 6).⁵⁵

Avant cet attentat, dont il a été une des victimes mortelles, le représentant des hindous et des sikhs afghans Awtar Singh Khalsa affirmait en 2017 à un journal autrichien que faute de poids dans un pays corrompu et disputé, la position de ces minorités toujours moins nombreuses devient plus faible que jamais, les privant d'une protection singulièrement nécessaire :⁵⁶

Weil viele [von uns] fliehen, werden wir zu einer noch kleineren Minderheit. Das heißt, dass wir in einem korrupten und umkämpften Land eine noch geringere Bedeutung haben. So interessieren sich weniger Menschen für unser Wohl und es kümmert sich keiner um den Schutz, den wir so bitter nötig haben.

5.4. Comportements actuels du public

L'analyse-pays du SEM vise à rendre compte des réalités d'un pays dans leur diversité, et leurs contradictions. Or, les travaux du chercheur afghan Hafizullah Emadi, auteur en science politique et sociologie sur l'Afghanistan, mettent en évidence une variété de situations où hindous et sikhs afghans interagissent avec leurs compatriotes musulmans. Il note à cet égard qu'hindous et sikhs présentent des ressemblances physiques avec les pachtounes, le principal groupe ethnique du pays. Les sikhs sont cependant identifiés comme tels par leur chevelure enturbannée et des signes distinctifs. Ils sont toutefois nombreux à se vêtir à l'occidentale. Mais les communautés locales musulmanes les associent aux Indiens et les considèrent comme des étrangers. Certes, les Afghans raffolent de films indiens, au point d'en retenir et chanter les chansons. Mais certains traitent les hindous et les sikhs avec condescendance et comme des citoyens de deuxième classe. Une autre différence est à la base de la perception des hindous et des sikhs par les musulmans en Afghanistan : là où ils reconnaissent les juifs et les chrétiens comme des « *gens du livre* », ils ne confèrent pas aux écrits religieux hindous et sikhs le caractère sacré qu'ils donnent à la torah et à la bible. Dans ce même registre, il arrive à des enfants musulmans de tyranniser des enfants hindous et sikhs, les insultant et les provoquant avec sarcasme à réciter leur propre *chahada*, la profession de foi musulmane, qui n'existe pas dans leurs rites. Bien que des fondamentalistes harcèlent hindous et sikhs, les gens en général, et les plus éduqués en particulier, les traitent avec respect et dignité : ils les appellent *Lala Jan* (« *cher frère* »), rappelle cet expert. Mais des musulmans cramponnés à leurs préjugés évitent les fêtes hindoues ou sikhes et jugent sacrilège d'épouser une de leurs femmes. D'autres, ouverts d'esprit, n'y voient aucun inconvénient. Ces mariages sont rares et le plus souvent, l'épouse se convertit à l'islam pour que son union soit reconnue et sanctifiée. En droit afghan, une femme ni musulmane, ni juive, ni chrétienne doit se convertir à l'islam si elle épouse un musulman. Des non-musulmans peuvent se marier, à condition de ne pas faire

intolerance, many Sikhs and Hindus leave Afghanistan, 12.01.2015. www.wsj.com/articles/facing-intolerance-many-sikhs-and-hindus-leave-afghanistan-1421124144 (29.03.2019).

⁵³ The Wire, New Delhi. Afghan government approves reservation for Sikhs/Hindus in parliament, 20.09.2016. <https://thewire.in/world/afghan-government-approves-reservation-for-sikhshindus-in-parliament/> / The Huffington Post, New York. The few remaining Hindus and Sikhs in Afghanistan fight for one seat in its parliament, 23.09.2016. www.huffingtonpost.in/2016/09/23/facing-extinction-in-afghanistan-hindus-and-sikhs-fight-for-one_a_21476942 (29.03.2019).

⁵⁴ Al Jazeera, Doha. The decline of Afghanistan's Hindu and Sikh communities, 01.01.2017, www.aljazeera.com/indepth/features/2016/12/decline-afghanistan-hindu-sikh-communities-161225082540860.html (29.03.2019).

⁵⁵ Office of the president, Kabul. کرد دیدار سیکهاو باوران هندو از شماری باغنی جمهور رئیس. 22.08.2018. <https://president.gov.af/fa/news-9038> (29.03.2019).

⁵⁶ Wiener Zeitung, Wien. Geächtete Hindus und Sikhs, 03.11.2017. www.wienerzeitung.at/nachrichten/welt/weltpolitik/926684_Geaechtete-Hindus-und-Sikhs.html (29.03.2019).

pas état de croyances non-musulmanes en public.⁵⁷

Dans ce contexte varié que décrit le chercheur Hafizullah Emadi, le groupe d'artistes *ArtLords* dédie en 2018 une peinture murale à l'une des victimes de l'attentat de l'ISK à Jalalabad contre une délégation hindoue et sikhe. Trésorier de *ArtLords* dès sa fondation, Rawail Singh est ainsi montré sur le mur de protection du gouvernorat de Kaboul, au cœur de la ville, pour condamner la violence et l'extrémisme.⁵⁸ Dans un contexte moins dramatique et pas forcément dénué d'arrière-pensées politiques, une journée de solidarité avec les hindous et les sikhs se tient en 2008 à Bâmiyân, chef-lieu d'une province où les chiites sont majoritaires, alors qu'ils sont minoritaires dans le pays. Inversement, en 2010 à Jalalabad, hindous et sikhs se disent enthousiasmés par la fête de l'*Aïd*, célébrée par et avec leurs voisins musulmans.⁵⁹

De manière récurrente, les médias se font l'écho de difficultés rencontrées par ces minorités : lors de la crémation de leurs morts pour laquelle ils doivent réclamer la protection de la police ; quand leurs enfants se font rudoyer à l'école et dans la rue ; ou encore lorsque des sikhs, aisément reconnaissables, se font bousculer à vélo, voient leurs maisons ciblées par des jets de pierre et couvertes de graffitis hostiles, comme le rapporte en 2018 de Lashkar Gah (Helmand) un journaliste bon connaisseur du contexte afghan, Franz J. Marty. Selon lui, appeler la police leur semble illusoire. Pour le représentant des sikhs de Kaboul Rawail Singh, recourir à la police est non seulement vain, mais peut aussi envenimer la situation :⁶⁰

As Sikhs and Hindus, we not only face the usual problem of corruption. It is also well known among state officials, that we do not enjoy the powerful high-ranking support one would need to pursue one's claims and defend one's rights. [...] Where we tried to seek help in situations of immediate danger, we were told to go 'where we came from', that 'kafirs' had no rights in a Muslim country and should be grateful to be alive [...]

En 2015, le *Wall Street Journal* dépeint un contexte ambivalent, faisant aussi état d'attitudes bienveillantes d'Afghans musulmans. Ces anecdotes ne sont pas représentatives d'une situation d'ensemble. Mais elles mettent en évidence des actes hostiles et une polarisation incontestable de certains segments de la société musulmane envers les hindous et les sikhs.⁶¹

5.5. Attitude du public envers les femmes sikhes

Selon l'expert Antonio Giustozzi, il est de nos jours impensable qu'une femme sikhe sorte sans être accompagnée, de crainte qu'elle soit harcelée si elle va seule et ne se conforme pas aux règles vestimentaires islamiques.⁶² Un expert afghan, Sarajuddin Rasuly, explique en 2016 que les sikhes ne sortent plus de chez elles sans porter de voile, des vêtements amples et toujours flanquées d'un homme. À la campagne, elles portent la *burqa*, ainsi soumises en public « *aux mêmes règles sévères* » que les autres femmes du pays.⁶³

⁵⁷ Hafizullah Emadi (2014) Minorities and marginality: pertinacity of Hindus and Sikhs in a repressive environment in Afghanistan, Nationalities Papers, 42:2, 311. <https://doi.org/10.1080/00905992.2013.858313> (29.03.2019).

⁵⁸ Scroll.in, Mumbai. Once symbols of despair, Kabul's blast walls are spreading messages of hope and defiance, 12.01.2019. <https://scroll.in/magazine/903561/once-symbols-of-despair-kabuls-blast-walls-are-spreading-messages-of-hope-and-defiance> / The Indian Express, Ludhiana. Kabul artists hit back with mural at terrorists who killed Sikhs, 29.07.2018. <https://indianexpress.com/article/india/kabul-artists-hit-back-with-mural-at-terrorists-who-killed-sikhs/> (29.03.2019).

⁵⁹ Radio Bamyán, Bamyán. Civil society members demand more protection for Hindu and Sikh minorities, 18.08.2013. <https://unama.unmissions.org/bamyán-civil-society-members-demand-more-protection-hindu-and-sikh-minorities> / UN assistance mission in Afghanistan, Kabul. Diverse cultures blend well in Afghanistan, 09.03.2010. <https://unama.unmissions.org/diverse-cultures-blend-well-afghanistan-0> (29.03.2019).

⁶⁰ The Diplomat, Tokyo. The last 2 Sikhs in the Taliban's heartland, 26.09.2018. <https://thediplomat.com/2018/09/the-last-2-sikhs-in-the-talibans-heartland/> / Verwaltungsgericht. Wiesbaden. Gutachten Afghanistan, Geschäftszeichen: 7 K 1757/16.WI.A, 28.03.2018. S. 191. www.ecoi.net/en/file/local/1431611/90_1527075858_gutachten-afghanistan-stahlmann-28-03-2018.pdf / Reuters, London. Afghanistan's dwindling Sikh, Hindu communities flee new abuses, 23.06.2016. www.reuters.com/article/us-afghanistan-minority/afghanistans-dwindling-sikh-hindu-communities-flee-new-abuses-idUSKCN0Z82SL (29.03.2019).

⁶¹ Wall Street Journal, New York. Facing intolerance, many Sikhs and Hindus leave Afghanistan, 12.01.2015. www.wsj.com/articles/facing-intolerance-many-sikhs-and-hindus-leave-afghanistan-1421124144 (29.03.2019).

⁶² United Kingdom Home office, London. Country policy and information note Afghanistan: Hindus and Sikhs, v4.0, 19.07.2018, p.28, 7.7.3. https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/728670/AFG_-_Sikhs_and_Hindus_-_CPIN_-_v4.0_July_2018_.pdf (29.03.2019).

⁶³ Bundesverwaltungsgericht, Wien. Geschäftszahl W151 2116977-1, 15.06.2018, p. 58. www.ris.bka.gv.at/Dokumente/Bvwg/BVWGT_20180615_W151_2116981_1_00/BVWGT_20180615_W151_2116981_1_00.rtf (29.03.2019).

5.6. Conversions à l'islam

D'après *The Tribune of India*, en 2012 à Kaboul les Afghans rudoient les sikhs en public et veulent les contraindre à se convertir.⁶⁴ En 2015, *The Times of India* rapporte qu'un jeune sikh de Kaboul a été kidnappé et maltraité par des talibans, lui réclamant de l'argent et sa conversion à l'islam.⁶⁵ L'incident doit être resitué dans un contexte de récession, qui exacerbe la délinquance, dont les enlèvements, suite au retrait du gros des forces étrangères.⁶⁶ Le même journal affirme aussi qu'en 2015 en Helmand des talibans exigent la conversion de filles sikhs.⁶⁷ Et en mai 2016, un herboriste sikh se voit menacer d'un couteau à Kaboul s'il ne se convertit pas, rapporte l'agence de presse britannique *Reuters*.⁶⁸ Toutefois, fin 2017 à Kaboul, l'épouse du dirigeant sikh Rawail Singh dit à un journal émirati qu'elle n'éprouve pas de gêne à montrer en public qu'elle est sikhe, surtout dans son quartier où ses voisins respectent sa foi. Toutefois, il n'est pas rare que des musulmans demandent au couple de se convertir.⁶⁹

En juillet 2018 à Jalalabad, un commerçant sikh interrogé par *Reuters* au lendemain de l'attentat de l'ISK contre une délégation hindoue et sikhe estime être placé devant le choix de quitter le pays ou de se convertir à l'islam. En bref, si des informations éparses témoignent de pressions certaines à la conversion, elles ne permettent pas d'en estimer ni la fréquence, ni l'intensité. Aucune information n'a été trouvée sur des conversions effectives d'hindous ou de sikhs afghans au cours de ces dernières années en Afghanistan, ce qui n'en exclut pas.⁷⁰

5.7. Accès à l'éducation

Un autre thème récurrent des médias est le harcèlement d'enfants hindous et sikhs à l'école, car considérés comme infidèles par des élèves musulmans. Des parents ont donc organisé leurs propres classes ou demandé aux autorités un écolage séparé. En 2017 à Ghazni, leur école est détruite par un tir de mortier dont on ignore les circonstances, tandis qu'au Nangarhar la première pierre d'une école pour 60 élèves hindous et sikhs est posée. Ils devaient être 130, mais beaucoup sont entre-temps partis à Kaboul. Dès 2015, le département d'État américain notait la fermeture d'écoles sikhs à Kaboul, Ghazni et en Helmand, faute d'élèves :⁷¹

Many of those schools had closed due to the decreasing size of the two communities as well as the declining economic circumstances of their members. A Sikh community member stated Hindus and Sikhs largely remained illiterate, which continued to limit their higher education and employment opportunities.

Selon l'anthropologue Friederike Strahlmann de l'institut Max Planck, l'État afghan s'est vu obligé, sous la pression internationale, d'ouvrir une école primaire réservée aux enfants sikhs, car ils étaient « *gravement maltraités* », selon elle, par des écoliers musulmans. Entre-temps, beaucoup de parents sikhs redoutent d'y conduire leurs enfants car le trajet représente « *un risque de sécurité trop élevé* » affirme-t-elle en 2017. Elle explique ce phénomène par des discours de haine de longue date, mélanges de racisme ethnique, religieux et politique visant

⁶⁴ The Tribune of India, New Delhi. Coping in Kabul, 04.03.2012. www.tribuneindia.com/2012/20120304/spectrum/main3.htm (29.03.2019).

⁶⁵ The Times of India, New Delhi. 'Tortured' Afghan Sikhs came to India for help, 23.09.2015. www.timesofindia.indiatimes.com/city/amritsar/Tortured-Afghan-sikhs-came-to-India-for-help/articleshow/49070485.cms (29.03.2019).

⁶⁶ Institute for war & peace reporting, London. Kidnappings terrify Afghan investors, 08.02.2018. <https://goo.gl/d5Wbfi> (29.03.2019).

⁶⁷ The Times of India, New Delhi. Oppressed by Taliban, Afghan Sikh families seek help from DSGMC, 03.10.2015. <https://timesofindia.indiatimes.com/city/amritsar/Oppressed-by-Taliban-Afghan-Sikh-families-seek-help-from-DSGMC/articleshow/49203242.cms> (29.03.2019).

⁶⁸ Reuters, London. Afghanistan's dwindling Sikh, Hindu communities flee new abuses, 23.06.2016. www.reuters.com/article/us-afghanistan-minority/afghanistans-dwindling-sikh-hindu-communities-flee-new-abuses-idUSKCN0Z82SL (29.03.2019).

⁶⁹ The National, Abu Dhabi. Afghan Hindus and Sikhs celebrate Diwali without 'pomp and splendour' amid fear, 19.10.2017. www.thenational.ae/world/asia/afghan-hindus-and-sikhs-celebrate-diwali-without-pomp-and-splendour-amid-fear-1.668735 (29.03.2019).

⁷⁰ Reuters, London. 'We cannot live here' - Afghanistan's Sikhs weigh future after suicide bombing, 02.07.2018. <https://uk.reuters.com/article/uk-afghanistan-sikhs/we-cannot-live-here-afghanistans-sikhs-weigh-future-after-suicidebombing-idUKKBN1JS0VW/> (29.03.2019).

⁷¹ US Department of State, Washington DC. Afghanistan 2015 international religious freedom report, 10.08.2016, p. 8. www.state.gov/j/drl/rls/irf/religiousfreedom/index.htm?year=2017&dliid=281016 / Pajhwok afghan news, Kabul. President meets representatives of Hindu, Sikh minorities, 25.06.2017. www.pajhwok.com/en/2017/06/25/president-meets-representatives-hindu-sikh-minorities (29.03.2019).

des groupes isolés. Une fois déclarés ennemis politiques, les assaillir et les brutaliser paraissent légitimes aux auteurs de ces actes. L'anthropologue voit ce mécanisme également à l'œuvre dans les menaces envers hindous et sikhs : quand ils sont désignés comme « *Indiens* », ils sont assimilés à l'Inde rivale du Pakistan et à des « *étrangers illégitimes* », alors qu'ils sont afghans, et souvent de longue date (chapitre 2).⁷²

5.8. Accès aux emplois publics et privés

Le manque d'emploi est la cause principale d'émigration des hindous et sikhs afghans, relève en 2015 le département d'État américain. En 2017, il réitère cette affirmation rapportée par des dirigeants sikhs. Il ajoute en deux occurrences que des hindous et des sikhs disent souffrir d'un accès inégal aux emplois publics. Il rappelle toutefois que des membres de ces minorités restent employés par le gouvernement afghan.⁷³

Exemple non-représentatif mais politiquement saillant, en mai 2014, un hindou ancien cadre des Nations Unies et conseiller du président Hamid Karzaï devient le premier ambassadeur afghan issu de cette minorité depuis plusieurs décades. Il faut en effet remonter au règne du roi Amanullah Khan (1919-1926), au lendemain de l'indépendance du pays, pour retrouver des diplomates hindous afghans (voir 5.2).⁷⁴

Dans le secteur privé ou informel, le chercheur Antonio Giustozzi affirme en 2018 que le recrutement de sikhs, y compris par leur propre communauté, relève du défi, car la priorité revient aux membres de la famille. Un constat dont il n'est pas précisé s'il est spécifique aux sikhs ou valable pour de vastes couches de la population, aussi frappées par la crise :⁷⁵

Nobody apart from a Sikh trader or craftsman would employ any of them [i.e. members of the Sikh community] and even that would be difficult, as Sikhs would prioritise their own relatives for hiring.

Qu'ils partent en exil ou non, ou tentent d'en revenir, la situation de l'emploi est un facteur majeur de déplacement comme le déclarent deux commerçants sikhs en 2018 à Lashkar Gah (chef-lieu de la province Helmand) au journaliste Franz J. Marty. Le premier, un marchand de vêtements réfugié en Inde, n'y obtient pas de soutien et peine à trouver assez de travail pour nourrir sa famille. Mais, à Lashkar Gah, les baux commerciaux sont trop chers et le marché trop déprimé pour lui permettre de revenir. Inversement, son homologue sikh herboriste dans cette ville voudrait partir, mais si ses affaires vont « *très mal* » à Lashkar Gah elles restent encore meilleures qu'en Inde, explique-t-il, tout admettant que son attachement à sa ville natale afghane l'y retient aussi.⁷⁶

⁷² Informationsverbund Asyl & Migration, Berlin. Bedrohungen im sozialen Alltag Afghanistans, 05.02.2017. S. 84. www.asyl.at/adincludes/dld.php?datei=93.09.ma.stahlmann_et_al_afgh.pdf (29.03.2019).

⁷³ US Department of State, Washington DC. Country reports on human rights practices for 2017, Afghanistan, pp. 7, 17. www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2017&dliid=277275 / Afghanistan 2015 international religious freedom report, 03.06.2016, p. 10. www.state.gov/documents/organization/256511.pdf (29.03.2019).

⁷⁴ Radio Free Europe – Radio Gandhara, Washington DC. First Afghan Hindu envoy takes pride in serving his country, 15.05.2014. <https://gandhara.rferl.org/a/25386024.html> (29.03.2019).

⁷⁵ United Kingdom Home office, London. Country policy and information note Afghanistan: Hindus and Sikhs, v4.0, 19.07.2018, p. 24, #7.4.2. https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/728670/AFG_-_Sikhs_and_Hindus_-_CPIN_-_v4.0_July_2018_.pdf (29.03.2019).

⁷⁶ The Diplomat, Tokyo. The last 2 Sikhs in the Taliban's heartland, 26.09.2018. <https://thediplomat.com/2018/09/the-last-2-sikhs-in-the-talibans-heartland/> (29.03.2019).

6. Attitude des groupes armés non-étatiques

En termes de contexte, depuis que la Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan (MANUA) s'efforce de vérifier le nombre de victimes civiles du conflit, son bilan actuel est de 32'114 morts et 59'561 blessés (figure 4). Après le retrait du gros de la coalition internationale armée de 2012 à 2014, la moyenne des cinq dernières années est de dix tués et vingt blessés civils par jour, sur une population à présent estimée à environ 35 millions d'habitants. En 2018, la MANUA attribue 42 % des morts et blessés civils aux groupes armés non-étatiques, dont 20 % à l'ISK, 16 % aux talibans et six pourcent à des groupes non-identifiés.⁷⁷

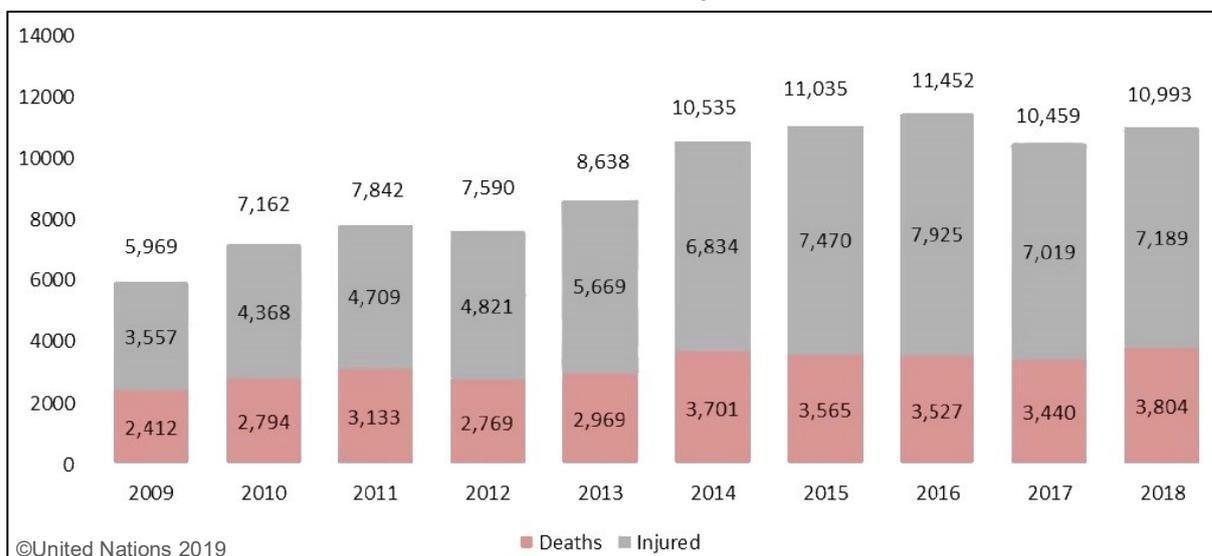


Fig. 4 – Victimes civiles du conflit de 2009 à 2018 d'après les cas vérifiés par la MANUA ©United Nations

6.1. Attitude actuelle des talibans

En juin 2016 en Helmand (Sud), un groupe taliban aurait provoqué le départ de dizaines de familles hindoues et sikhs après avoir exigé de ces communautés un impôt équivalent à US\$ 2800.- par mois, affirme l'agence de presse britannique *Reuters*.⁷⁸

À l'automne 2016 à Jalalabad (Est), un sikh est enlevé et exécuté par des militants présumés, sans précision sur leur appartenance exacte, au lendemain d'une dispute avec un voisin. Fin décembre un dirigeant sikh de Kunduz (Nord) est abattu par des inconnus. Un média indien soupçonne les talibans de l'avoir tué à l'incitation de leur allié, le Pakistan, pays rival de l'Inde.⁷⁹

Aucun autre incident de sécurité attribuable de près ou de loin au mouvement taliban, visant un hindou ou un sikh, n'a été relevé depuis lors, ce qui n'en exclut pas, avec ou sans motif politique. Selon l'expert afghan Sarajuddin Rasuly cité par un tribunal autrichien, en 2018 les talibans ne prennent pas pour cible les sikhs, aisément reconnaissables, quand ils voyagent.⁸⁰

⁷⁷ United Nations assistance mission in Afghanistan, Kabul. Protection of civilians in armed conflict, annual report 2018, 24.02.2019, pp. 1, 5, 18. https://unama.unmissions.org/sites/default/files/afghanistan_protection_of_civilians_annual_report_2018_final_24_feb_2019_1.pdf / Central intelligence agency, Langley. The World Factbook, South Asia: Afghanistan, People and society, 01.03.2019. www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/af.html (29.03.2019).

⁷⁸ Reuters, London. Afghanistan's dwindling Sikh, Hindu communities flee new abuses, 23.06.2016. www.reuters.com/article/us-afghanistan-minority/afghanistans-dwindling-sikh-hindu-communities-flee-new-abuses-idUSKCN0Z82SL (29.03.2019).

⁷⁹ Radio Free Europe-Radio Liberty, Washington DC. Afghanistan's Sikh, Hindu minorities demand probe into Sikh killing, 30.12.2016. www.rferl.org/a/afghanistan-sikh-hindu-minorities-police-probe-killings/28206044.html / Press trust of India, New Delhi. Sikh man shot dead in Afghanistan, 02.10.2016. www.timesofindia.indiatimes.com/world/south-asia/Sikh-man-shot-dead-in-Afghanistan/articleshow/54641284.cms / Tolo news, Kabul. Unknown gunmen kill head of Sikh community in Kunduz, 29.12.2016. www.tolonews.com/afghanistan/head-sikh-community-kunduz-killed-unknown-gunmen / Asian news international, New Delhi. Pak backed Taliban behind killing of Sikh community leader in Afghanistan, 02.01.2017. <https://indianexpress.com/article/world/pakistan-backed-taliban-behind-killing-of-sikh-community-leader-in-afghanistan/> (29.03.2019).

⁸⁰ Bundesverwaltungsgericht, Wien. Geschäftszahl W151 2116977-1, 15.06.2018, p. 59. www.ris.bka.gv.at/DoKumente/Bvwg/BVWGT_20180615_W151_2116981_1_00/BVWGT_20180615_W151_2116981_1_00.rtf (29.03.2019).

6.2. Attitude actuelle de État islamique au Khorasan

L'attentat revendiqué par le groupe armé de l'État islamique au Khorasan (ISK) le 1^{er} juillet 2018 à Jalalabad contre une délégation hindoue et sikhe a fait dix-neuf morts, dont quatorze membres de la délégation sikhe. Il reste à ce jour le plus grave contre cette communauté en quarante ans de conflit. Cependant, lors de la revendication de cet attentat par l'ISK, les auteurs du communiqué ne spécifient pas avoir pris pour cible la communauté sikhe en tant que telle, mais « *un groupe de polythéistes* » et « *un candidat de l'Est au parlement* », référence implicite au dirigeant sikh Awtar Singh Khalsa, tué dans cet attentat, candidat unique des hindous et sikhs afghans à la chambre basse du parlement (voir 4.3). Il convient aussi de noter que le mouvement insurgé des talibans, souvent prompt à démentir toute responsabilité dans des attentats de l'ISK, ne l'a pas fait cette fois-là.⁸¹

Fin juillet 2018, un communiqué rédigé en *pachtou* attribué à l'ISK circule sur les réseaux sociaux pour réclamer aux hindous et sikhs afghans le paiement de la *jizya*, un impôt *per capita* imposé aux non-musulmans, sous peine de « *conséquences* ». Cette taxe n'a plus été exigée des hindous et des sikhs depuis le règne du roi Habibullah de 1901 à 1919 (voir 5.2). Rien ne permet d'authentifier ce communiqué attribué à l'ISK, qui ne l'a cependant pas démenti.⁸²

Cité par le tribunal administratif fédéral autrichien, l'expert afghan Sarajuddin Rasuly affirme en mars 2018 que l'ISK tue les sikhs, femmes et enfants compris, quand ils en arrêtent sur de grandes routes. Aucun incident de cette nature n'a été trouvé dans le cadre des recherches pour ce focus, ce qui n'en exclut pas.⁸³

⁸¹ Associated Press, New York. Islamic State claims attack on Sikhs, Hindus in Afghanistan, 03.07.2018. www.apnews.com/8b67a2d8396b4901915ce42f7b0d56c1 / Institute for Peace & War reporting, London. Afghan Sikhs hit by suicide attack, 05.07.2018. <https://goo.gl/49zsD1> (29.03.2019).

⁸² Currenttrigger, New Delhi. Alarming: Islamic State notice tells Afghan Hindus and Sikhs to pay Jizya, 23.07.2018. www.currenttriggers.com/world/afghan-hindus-sikhs-pay-jizya / Hafizullah Emadi (2014) Minorities and marginality: pertinacity of Hindus and Sikhs in a repressive environment in Afghanistan, Nationalities Papers, 42:2, 312. <https://doi.org/10.1080/00905992.2013.858313> (29.03.2019).

⁸³ Bundesverwaltungsgericht, Wien. Geschäftszahl W151 2116977-1, 15.06.2018, p. 58. www.ris.bka.gv.at/DoKumente/Bvwg/BVWGT_20180615_W151_2116981_1_00/BVWGT_20180615_W151_2116981_1_00.rtf (29.03.2019).